

Editorial

Du bon usage des œufs pourris

Daniel Cohn-Bendit est né à Montauban, en 1945. Parti en Allemagne après la guerre, il reviendra en France pour faire ses études universitaires à Nanterre. Il sera expulsé à la suite des événements de 68, dont il fut un des acteurs avec son "mouvement du 22 mars". Il a été depuis élu écologiste en Allemagne, membre de la municipalité de Francfort depuis 1989, puis député Vert européen depuis 1994. Il s'est toujours singularisé par son aisance, son sens de la répartie et son humour, mais aussi par sa connaissance des dossiers, qui font de lui un interlocuteur redouté des hommes politiques. D'aucuns le détestent et le traitent de soixante-huitard demeuré. D'autres apprécient, justement parce que ce franco-allemand n'a jamais renoncé à ses idéaux de jeunesse, contrairement à tant de babas de l'époque devenus depuis cravatés, rangés, et même parfois PDG de la presse dans le vent.

Daniel Cohn-Bendit, que les Verts français ont symboliquement désigné comme tête de liste aux élections européennes, a bien entendu souhaité expliquer aux Français, et en premier lieu aux salariés concernés par la décision allemande de "sortir du nucléaire", pourquoi et comment une décision pareille était compatible avec leur propre activité et avec un changement de la politique énergétique française. Il avait donc décidé d'aller rencontrer les premiers intéressés là où ils sont, c'est-à-dire à la COGEMA.

Certains d'entre vous ont connu la suite. Elle est scandaleuse, et nous ramène trente ans en arrière, à une époque que nous pensions effacée par l'évolution des esprits. Qu'on ne s'y trompe pas : Cohn-Bendit n'est pas fondamentalement le problème. Il est un peu au nucléaire ce que l'attentat de Sarajevo fut à la première guerre mondiale : un détonateur.

Ce qui est important, c'est ce qui a été dit, ce qui est dit en face de Daniel Cohn-Bendit. Les délégués syndicaux -en particulier de la CGT, le Parti Communiste Français, les élus de tous bords du Coten-

tin-, entre autres Monsieur Bernard Cazeneuve, député PS de la Manche et accessoirement Président de la CLI (Commission Locale d'Information) de La Hague (que j'ai pu entendre, à l'occasion d'une visite sur place de la CLI du Blayais, manier la brosse à reluire sur la COGEMA qu'il est théoriquement chargé de surveiller) et bien d'autres, ont fait assaut de propos méprisants, d'invectives, d'épithètes orduriers, de propos racistes et ultra-nationalistes qu'on attribuerait plus facilement à Goebbels, aux nazis ou au Front National, qu'à des représentants de la démocratie. Des qualificatifs de "fossoyeur de l'emploi", d'"enculé", de "pédé", à ceux de "terroriste" ou de "bandit", aux interrogations du genre "avec quoi les Allemands vont-ils faire brûler leurs centrales, avec des juifs ?", en passant par le bombardement aux œufs pourris, c'est vraiment un florilège de la haine et de l'ignoble auquel on a pu assister. Il est vrai que le bal avait été ouvert un peu plus tôt par Monsieur Chevènement, qui fait volontiers dans le registre civique, mais qui n'a pu s'empêcher de traiter Cohn-Bendit de "Vert allemand" -ce qui en dit long sur le mental de notre Ministre de l'Intérieur, qui n'a pas grand chose à envier sur ce point à son prédécesseur lequel, il y a trente ans, traitait cet étudiant de Nanterre, dont les parents avaient fui le nazisme, de "juif allemand" et le faisait expulser du territoire.

Certains diront : Cohn-Bendit est venu les provoquer. Non, il était venu courageusement -car il faut plus de courage pour venir discuter avec ceux dont on met l'activité en cause que pour voter une loi chasse illégale par démagogie électoraliste- expliquer aux travailleurs de la COGEMA pourquoi la politique énergétique actuelle pouvait et devait évoluer.

Et rien, absolument rien, n'excuse ce qui a été dit le 20 janvier dans le Cotentin. Mais surtout, pour nous militants associatifs qui essayons depuis trente ans, le plus honnêtement possible, de suivre ce dossier de l'énergie, de discuter, mais aussi d'écouter les autres, de nous remettre en question, et de rechercher patiemment une issue au piège où s'enfermait notre société, cela résonne de façon sinistre. En fait on se rend compte avec stupeur qu'en face, à part le discours, rien n'a changé. Le PCF campe encore sur un scientisme dépassé -Robert Hue n'a-t-il pas repris le vieux slogan éculé d'EDF "le nucléaire ou la bou-

gie" -modernisée en *lampe à pétrole*- ? Les syndicats continuent de refuser de s'interroger sur ce que fabriquent les "travailleurs" -la CGT manifeste pour les peuples opprimés, mais défend becs et ongles la fabrication des armements. Et le PS, dont on a pu croire un instant à la mutation, continue à tenir un *discours* opportuniste où l'environnement est réduit de fait à une peinture de surface. Voir le Premier Ministre prendre la défense de la COGEMA, au moment même où cette société est mise en cause pour non-application de la Loi sur les déchets nucléaires, est un spectacle affligeant que nous ne sommes pas près d'oublier.

Non, ce que révèlent ces incidents -comme ceux d'il y a quelques années concernant la chasse, avec Allain Bougrain-Dubourg et Pierre Davant sous les œufs pourris, au lieu de Cohn-Bendit- c'est que les mentalités d'une part importante de ce "cher et vieux pays" sont restées ce qu'elles étaient il y a trente ans. Figées, enkystées dans la bonne conscience, le refus que les autres qui ne sont pas forcément énarques ou polytechniciens, puissent avoir -ne serait-ce que partiellement- raison. Enfermées dans un cocorico national exacerbé, qui justifie les pires caricatures sur la France telles qu'elles surgissent quotidiennement dans la presse britannique à caniveaux. En un mot, consternant.

Cet événement suggère trois constatations. D'abord, pour prendre acte que les protecteurs de la nature ont incontestablement encore beaucoup de mal à faire passer leur message. Beaucoup parmi nos concitoyens renâclent à changer leur mode de vie. Nous avons échoué à leur faire comprendre que plus d'écologie et plus d'Europe ne signifiaient pas forcément moins de bonheur, moins de confort et moins d'emplois. Il nous faut donc nous interroger sur nos stratégies et nos méthodes de communication. Par exemple, laisser penser qu'on pourra faire l'économie d'une profonde mutation de notre politique énergétique est démagogique et irresponsable, mais laisser croire à ce pays - qui tire 80 % de son électricité du nucléaire- qu'on peut l'abandonner du jour au lendemain l'est tout autant. On ne peut pas souhaiter une nation adulte et responsable, et l'éduquer à coup de slogans. De même, agiter devant l'opinion l'image d'une Europe réduite au rôle de gendarme (aussi bien pour le nucléaire que pour la chasse) ne peut que favoriser le réveil des vieilles haines de l'Allemand ou de l'Anglais. Notre effort doit donc porter d'abord sur des propositions constructi-

ves de voies alternatives. Pourtant, nous ne sommes pas tout à fait tout seuls dans cette galère : il est significatif que "Le Monde", pas spécialement tendre avec les écologistes mais très lu des milieux dirigeants, ait publié le lendemain l'éditorial (tout à son honneur) qu'il nous a autorisés à reproduire ci-après. Il nous laisse penser que décidément non, tout n'est pas pourri au royaume de France.

Enfin, ce n'est un mystère pour personne qu'il y eut débat parmi les responsables des mouvements français de protection de la nature quant à l'opportunité d'un mouvement d'écologie politique, beaucoup considérant qu'il valait mieux "écologiser la politique" que "politiser l'écologie". Le parcours de Dominique Voynet, la pertinence des interventions des députés Verts, mais aussi *a contrario* le spectacle que viennent d'offrir aux Français à propos du nucléaire les partis politiques, toutes tendances confondues sauf les Verts, vont probablement fortement crédibiliser ces derniers. Car ce n'est pas un des moindres paradoxes que d'observer, à l'image de l'opinion américaine vis-à-vis de l'affaire Clinton, que nombre de Français sont en avance sur leur classe politique sur bien des sujets. C'est pourquoi il sera passionnant d'analyser les résultats des européennes, dans quelques mois... Quant à nous, il nous faut continuer le combat quotidien. Mais, Dieu, que la guerre est longue !

Pierre Delacroix,
Président

Editorial du journal "Le Monde" du 21 janvier 1999

